
Gerassimos Moschonas

est professeur en Analyse politique comparée au Département de Sciences Politiques et d'Histoire de l'Université Panteion-Athènes. Il enseigne aussi à l'Institut d'études européennes de Bruxelles-ULB.

La Grèce dans le chaos

Un malaise complexe, une révolte attrape-tout

La Grèce a vécu en décembre 2008 l'une des plus grandes « révoltes » de son histoire et a offert l'exemple d'une des plus grandes « révoltes » du XXI^e siècle. Le nombre de participants, la durée de la mobilisation, l'étendue de la violence (dont il faut remarquer qu'elle ne visait pas les personnes), la tension guerrière combinée à la fête, le soutien ou la tolérance de l'opinion publique (tout du moins les premiers jours) ont fait d'Athènes l'épicentre d'un soulèvement sans précédent.

Le soulèvement défie les classements et les cases trop établis. Si son acte de naissance est connu (la mort d'Alexis Grigoropoulos, un élève de 15 ans tué au centre d'Athènes par un policier), la force du mouvement, son éruption volcanique, sa violence, les mots et les actes enflammés des participants ne s'expliquent pas par cette grave bavure policière. La Grèce, en outre, n'est pas un État « policier » ou « autoritaire » – en dépit des méthodes discriminatoires et répressives (et des bavures fréquentes) vis-à-vis des immigrés d'une

police peu professionnelle. Nous n'avons pas à ce jour d'étude empirique qui aurait permis une ébauche de classification des participants et de leurs motifs. En conséquence, les analyses et explications proposées (parmi lesquelles la thèse de la révolte anti-libérale, celle de la révolte contre un système politique miné par la corruption et le favoritisme et celle de la révolte-farce en sont les trois plus importantes), si elles décrivent des aspects bien réels des événements, peinent à démontrer le bien-fondé de leurs conclusions. Dans ce domaine où l'on navigue sans boussole empirique et sans sévérité méthodologique – en réalité sans « ceinture de protection » (pour reprendre l'ex-

Le soulèvement défie les classements et les cases trop établis. Si son acte de naissance est connu (la mort d'Alexis Grigoropoulos, un élève de 15 ans tué au centre d'Athènes par un policier), la force du mouvement, son éruption volcanique, sa violence, les mots et les actes enflammés des participants ne s'expliquent pas par cette grave bavure policière.

pression d'Imré Lakatos) – la part de la conviction subjective, de la spéculation interprétative et de l'intuition créatrice est nécessairement grande. Par ailleurs, la violence politique est par excellence « le terrain d'élection des jugements de valeurs »². Les lignes qui suivent – elles aussi – entrent sans doute dans la catégorie « analyse sans ceinture de protection ».

Une success story ambivalente : les échecs d'une société bloquée

Une success story : la Grèce n'est pas un pays arriéré. Sa croissance économique fut, pendant longtemps, au-dessus de la moyenne européenne, sa marine marchande domine le monde, le prestige régional du pays (et son rôle économique dans toute l'aire balkanique) est significativement renforcé, ses infrastructures sont nettement améliorées, les taux de diplômés sont au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (UE), l'augmentation de la consommation privée fut pour une longue période forte, et la liberté des mœurs, pour une partie importante quoique minoritaire de la population, est très poussée. En outre, la Grèce, qui faisait classiquement partie (avec l'Espagne et le Portugal) du groupe des pays aux dépenses sociales peu élevées (bien moins de 20 % du PIB), a en grande partie rattrapé le retard et amélioré sa position face à des pays à politique sociale plus

développée. En résumé, la Grèce est bien plus riche que les statistiques officielles le suggèrent (en partie à cause d'une économie « noire » très développée). En dépit d'importantes faiblesses et d'énormes contradictions, ce pays géographiquement excentré est, globalement, une *success story* dans le monde occidental. Une *success story* qui cache des zones d'ombre et des échecs patents. Sans doute importe-t-il brièvement de restituer le contexte de ces ombres.

Crise de légitimation du politique : en dépit de la grande réussite de la transition à la démocratie, en dépit de la réussite de leur politique européenne et de l'amélioration des performances économiques du pays, les deux partis qui dominent l'espace politique grec, le Pasok (socialistes) et la ND (Nouvelle Démocratie, centre-droit), n'ont pas pu se libérer des vieux démons du système politique, à savoir le copinage, le clientélisme et le favoritisme. Ils n'ont pu non plus, dans le nouvel univers du libéralisme économique, établir une relation plus indépendante vis-à-vis des forces du marché et du profit. La bureaucratie faible de l'État grec, un héritage de l'histoire la plus intime de la construction étatique hellénique, a involontairement favorisé cette tendance : le service public, fragmenté, de faible autorité et de faible capacité de planification, a rendu la politique économique plus perméable aux influences extérieures, celles venant de l'expertise « indépendante » ou de l'UE et représentant le noyau dur de l'orthodoxie économique³. Ainsi, les *policy options* des deux grands partis et les faiblesses de l'administration publique ont certainement contribué – bien davantage que dans d'autres pays – à la confusion entre politique économique libérale, qui met l'accent sur la priorité du marché, et « politique du copinage »⁴. Mais résultat : tant le libéralisme économique que l'étatisme sont devenus des postures idéologiques « suspectes », plus suspectes que dans d'autres pays européens. À bien des égards, le populisme « spontané » et les réflexes anti-

En résumé, la Grèce est bien plus riche que les statistiques officielles le suggèrent (en partie à cause d'une économie « noire » très développée). En dépit d'importantes faiblesses et d'énormes contradictions, ce pays géographiquement excentré est, globalement, une success story dans le monde occidental. Une success story qui cache des zones d'ombre et des échecs patents. Sans doute importe-t-il brièvement de restituer le contexte de ces ombres.

establishment de l'opinion publique (et la culture de méfiance qui les accompagne) trouvent dans cette crise de confiance leur fondement le plus solide. En outre, l'échec retentissant du Pasok et de la ND à limiter la grande fraude fiscale a non seulement contribué à creuser le déficit public et la dette de façon dramatique⁵, mais il a renforcé le sentiment d'injustice et d'absence d'équité (à cause de la fraude, la charge fiscale directe pèse essentiellement sur le salariat). Aujourd'hui, les inégalités en Grèce sont bien au-dessus de la moyenne européenne.

Crise d'autorité de l'État : ces deux partis n'ont, de plus, ni pu ni su renouveler leur vision politique, ce qui a créé une crise d'objectifs politiques, et intensifié, après les élections de 2007, leur propre crise. L'épuisement programmatique du système bipartite grec a créé un vide de sens, une panne d'imaginaire collectif. Cette panne a pris une tournure cruelle lors des incendies qui ont ravagé Athènes et, surtout, le Péloponnèse pendant l'été 2007. Depuis cette date, la vie politique grecque est marquée par deux tendances qui se croisent : d'une part, un affaiblissement persistant des deux grands partis ; d'autre part, une véritable crise d'autorité de l'État et de toutes les institutions publiques. Le système est atteint en son cœur : la confiance. Un sondage récent (Kapa Research, 19-20 avril 2009) révèle, en confirmant les données des recherches précédentes, la profonde et extrême crise du système politique :

90,4 % des Grecs ne font pas confiance aux partis politiques,
 89,8 % ne font pas confiance à l'administration publique,
 95,5 % ne font pas confiance aux médias,
 86,4 % ne font pas confiance aux syndicats,
 73,2 % ne font pas confiance au monde de l'entreprise,
 73,8 % ne font pas confiance au système éducatif,
 74,6 % ne font pas confiance à l'Église et à la hiérarchie ecclésiastique.

L'échec retentissant du Pasok et de la ND à limiter la grande fraude fiscale a non seulement contribué à creuser le déficit public et la dette de façon dramatique, mais il a renforcé le sentiment d'injustice et d'absence d'équité (à cause de la fraude, la charge fiscale directe pèse essentiellement sur le salariat). Aujourd'hui, les inégalités en Grèce sont bien au-dessus de la moyenne européenne.

Un malaise complexe : en réalité, en Grèce, un très lourd héritage, dû à la fois à l'échec de l'État, aux politiques clientélistes « traditionnelles » et aux politiques néo-libérales « modernes » (et à leur chevauchement et superposition) a produit la vision pessimiste d'un pays dominé par les injustices. Ce même héritage a largement réduit le potentiel de réforme sociétale et contribué à la création d'une sorte de société bloquée⁶. Les intérêts établis, les droits acquis (parfois illégalement), la multiplication des points de véto, le blocage des mouvements d'ascension sociale, la crise permanente de l'éducation, le cynisme des réseaux de toute sorte, le discrédit jeté sur toutes les institutions et la propagation offensive d'une culture de méfiance, ont peu à peu consolidé la conviction que la société est difficilement réformable (quelle que soit la direction souhaitée de la réforme, de gauche ou de droite). Après les Jeux olympiques (2004), une insatisfaction identitaire s'est graduellement installée dans le pays, le pessimisme social étant devenu un trait identitaire national (selon le sondage cité plus haut, 79,5 % des Grecs pensent que la Grèce est un pays en décadence). Le malaise grec, par l'accumulation des déceptions, est vite devenu socio-affectif. Les options du passé ont sapé le noyau éthique du politique et généré un sentiment plus général d'appauvrissement intellectuel et moral. Qu'il s'agisse des rapports avec le système politique ou des relations économiques et sociales, c'est donc une mentalité essentiellement pessimiste (avec un fort ajout de méfiance) qui

Qu'il s'agisse des rapports avec le système politique ou des relations économiques et sociales, c'est donc une mentalité essentiellement pessimiste (avec un fort ajout de méfiance) qui s'affirme. L'horizon « fermé », le scepticisme généralisé, les critiques plus globales du « système » sont le sceau de l'esprit grec actuel. On atteint là les limites d'une success story grecque.

s'affirme. L'horizon « fermé », le scepticisme généralisé, les critiques plus globales du « système » sont le sceau de l'esprit grec actuel. On atteint là les limites d'une *success story* grecque.

À l'intersection des gagnants et des perdants : une révolte attrape-tout

Si la frustration et le cynisme à l'égard de la politique et la méfiance vis-à-vis du personnel politique et de l'État se sont amplifiés pendant les dernières années, nous pensons que la révolte grecque n'est pas due à une cause unique. De multiples facteurs (la faiblesse de l'État, la crise sans précédent du bipartisme, le croisement des effets des politiques libérales et des politiques clientélistes, les inégalités sociales, la corruption et le sentiment d'une perte de sens) ont joué leur rôle. Les effets cumulatifs de ces facteurs ont certainement généré un potentiel silencieux de protestation, largement exprimé dans les sondages et prêt à s'enflammer. Un malaise complexe, à la fois politique et économique, précède la révolte et se trouve à sa base. La Grèce fut, elle l'est toujours, un pays sursaturé de déception et de frustrations.

Cependant, si un malaise complexe, à la fois politique et économique, constitue le contexte qui précède l'explosion, si, de surcroît, il n'est pas très difficile de restituer ce contexte, le fait de l'explosion lui-même nous paraît bien obscur. D'ailleurs, une révolte, en tant que surgissement d'une singularité forte, est toujours déroutante pour l'analyste

tant par ses causes inaugurales que par ses causes profondes. Ainsi, il est pour nous impossible de démêler, dans cette chaîne complexe, le maillon le plus fort, celui qui active la chaîne causale et explique le mieux l'*explicandum*. Le passage à l'acte, le lien concret et direct entre la chaîne causale et l'émergence d'un imposant mouvement de masse (et, en son sein, d'une violence physique débridée) est – a toujours été – mystérieux.

Quoi qu'il en soit, quel qu'il soit, le facteur principal, les causes de l'agitation sont composites. Il n'est pas judicieux de se voiler la face devant les sentiments collectifs qui concernent le discrédit des partis et le discrédit de toutes les institutions publiques. Ces sentiments, maintes fois mesurés et confirmés, rappellent à point nommé l'échec de l'État et des partis gouvernementaux à respecter leur propre cadre normatif. Il n'est pas judicieux non plus d'ignorer la nature des cibles de la violence protestataire : d'une part, les symboles de la richesse et du capitalisme néo-libéral ont été attaqués et incendiés (les

Il n'est pas judicieux d'ignorer la nature des cibles de la violence protestataire : d'une part, les symboles de la richesse et du capitalisme néo-libéral ont été attaqués et incendiés (les banques, des boutiques prestigieuses) ; d'autre part, les symboles du pouvoir étatique (notamment, les commissariats de police).

banques, des boutiques prestigieuses) ; d'autre part, les symboles du pouvoir étatique (notamment, les commissariats de police). Ces attaques, si les actes ont un sens intrinsèque que l'interprétation doit ne pas ignorer, ont visé un capitalisme arrogant et en panne, et un État traditionnellement pathogène⁷. La violence physique est d'abord un mode d'affirmation idéologique et politique.

Donc, s'il est faux d'attribuer l'effervescence grecque à l'« arriération » balkanique et orientale du pays, néanmoins, il nous paraît également réducteur de l'attribuer exclusivement aux poli-

tiques néo-libérales. La Grèce semble souffrir tant de son inadaptation à la modernité que de son adaptation à cette dernière. L'explosion de la jeunesse grecque se trouva à l'intersection des frustrations produites par une société qui vit la tension entre déficit de modernisation et hyper-modernité⁸. Ainsi, le débordement de décembre a servi de porte-voix à tous les mécontents et à tous les « en dehors » : à ceux qui se sentent frustrés par le déficit de modernité de la vie sociale et politique grecque ; à ceux, aussi, qui se sentent frustrés par la modernisation avancée de la vie urbaine, et qui sont souvent les perdants de la globalisation et de la modernisation néo-libérales. Pour parler en termes européens, les « gagnants » (du moins une partie d'entre eux) de l'europanisation et de la mondialisation, les « perdants » aussi, ont été d'instinct représentés – pour des raisons différentes et souvent contraires – par ce mouvement difficilement classable mais inclusif. Ce qui explique le soutien ou la grande tolérance de l'opinion publique à l'égard des actes de violence. Ainsi, et fort paradoxalement, un mouvement authentiquement extrémiste et anti-élitaire a su s'« exprimer », par une sorte de procuration collective spontanée (et avant de s'épuiser par la violence exercée par ses composantes les plus extrêmes), à la fois d'une grande partie des élites et du « peuple » – et une société profondément contradictoire. L'absence d'objectifs politiques centraux a certainement favorisé cette capacité de représentation « attrape-tout ».

La composition sociale des révoltés-acteurs (on n'a sur cette composition que des indications disparates et peu solides) paraît aller dans ce sens. Le mouvement n'a pas eu une base sociale spécifique et sociologiquement homogène. Les lycéens appartenant à la même tranche d'âge que la victime de la bavure (venant de l'ensemble des quartiers, les banlieues chic de la ville comprises), les étudiants, les nombreux anarchistes, l'extrême-gauche, une partie de la gauche traditionnelle, mais aussi une « nouvelle » mouvance libertaire (en voie de déve-

loppement), ont constitué la colonne vertébrale des mobilisations. Ils ont ainsi scellé le caractère socialement composite mais « moderne » de cet événement. Les slogans anti-police, anti-système et libertaires ont donné le ton, « cette révolte n'ayant pas d'aspiration politique, dans aucun sens du terme »⁹.

Le débordement de décembre a servi de porte-voix à tous les mécontents et à tous les « en dehors » : à ceux qui se sentent frustrés par la déficit de modernité de la vie sociale et politique grecque ; à ceux, aussi, qui se sentent frustrés par la modernisation avancée de la vie urbaine, et qui sont souvent les perdants de la globalisation et de la modernisation néo-libérales.

Le soulèvement et la mobilisation d'une fraction moderne de la ville d'Athènes se différencient du mouvement des émeutes qui éclatent dans les pays en voie de développement. La révolte grecque se différencie aussi des émeutes de type Los Angeles, où le mépris pour une catégorie de la population (« l'homme noir »), la répression policière accrue ainsi que la dimension « émeute de la faim » ont joué un rôle décisif¹⁰. Elle se différencie, aussi, des événements de 2005 à Paris, où les facteurs « coupure spatiale » et « jeunesse d'origine immigrée » ont marqué le caractère des émeutes françaises¹¹. Elle s'en rapproche pourtant par la dimension « violence négative », car elle rappelle par plusieurs traits « les violences urbaines que connaissent les pays développés lors de bavures-assassinats-conduites cruelles de la part de la police »¹². Cette révolte ambivalente exprime sans doute davantage la perte de confiance dans le système politique et ses politiques (économiques ou autres) que la réaction à un « sentiment de discrimination subie par le groupe protestataire »¹³. C'est, donc, une révolte non anticipée, empruntant des voies et formes non anticipées, mais classiquement politique et classiquement protestataire¹⁴.

Le soulèvement et la mobilisation d'une fraction moderne de la ville d'Athènes se différencient du mouvement des émeutes qui éclatent dans les pays en voie de développement. Ils se différencient, aussi, des événements de 2005 à Paris, où les facteurs « coupure spatiale » et « jeunesse d'origine immigrée » ont marqué le caractère des émeutes françaises. Ils s'en rapprochent pourtant par la dimension « violence négative ».

Les voies de la violence

Le mouvement qui a secoué Athènes et la Grèce est indissociablement lié à la violence. C'est Athènes la cité embrasée, et non la cité pacifiste, qui a impulsé sa force au mouvement. C'est la flambée de la violence qui en a fait un événement international. Et c'est parce que cette folle agitation alliait les dimensions « mouvement » et « violence » qu'elle a fait tant de bruit, suscité tant de débats et tant d'analyses. Or, si la violence fut un élément endogène de la puissance du mouvement, ceux qui l'ont exercée appartiennent aux « gagnants ». Ils se sont trouvés au centre de la scène (de leur point de vue : au centre de l'histoire), ils ont vu leur nombre s'accroître, ils ont vu des inconnus (jeunes élèves, étudiants, quelques immigrés, *hooligans* et tant d'autres) les suivre – et très souvent les précéder (la mouvance anarchiste a été dépassée par le déploiement sur tout le territoire d'une violence urbaine sans précédent et par les solidarités spontanées contre les « flics »). Les actes d'« anarchisme spontané » ont accompagné et souvent surpassé les actes d'« anarchisme organisé ».

Il reste que ce n'est pas la première fois que les « avant-gardes » violentes marquent des points. Après la transition démocratique, une certaine culture de tolérance face aux actes de violence politique a fait de la tentation de la violence « a

low-risk activity »¹⁵. En particulier, les mobilisations des années précédentes, autour de l'éducation, et notamment contre la révision de l'article-16 de la Constitution (qui prévoit que l'État a le monopole de l'enseignement supérieur), ont été marquées par une augmentation des faits de violence politique. Les fortes tensions de cette période ont à l'évidence conforté l'action de groupes minuscules, peu identifiables, fascinés par l'activisme violent et un certain banditisme politique (les encagoulés, les casseurs, les « provocateurs »). C'est notamment au cours des trois dernières années qu'est apparu en force un courant « violent », qui s'est développé dans le sillage du mouvement étudiant contre la « privatisation » de l'université. Ce courant très hétéroclite et très peu structuré a profité d'une résurgence de la désobéissance civile, cette dernière étant liée, entre autres, à l'affaiblissement des structures partisans de la gauche classique et à une certaine mutation « mouvementiste » de l'ultra-gauche (et du Syriza). Si donc la protestation dans les villes grecques en décembre fut en grande partie incontrôlable et chaotique, cela ne signifie toutefois pas qu'elle fut inorganisée. Le manque d'organisation substantielle « classique » a facilité la domination d'autres types de structures organisationnelles (par exemple de groupes anarchistes ou libertaires, petits mais très mobiles, ou des petits réseaux organisationnels en marge de la gauche officielle). Ces groupes, attirés par la violence, ont défié la « bataille des rues » et ont formé leur imaginaire sur la base de l'affrontement avec

Le mouvement qui a secoué Athènes et la Grèce est indissociablement lié à la violence. C'est Athènes la cité embrasée, et non la cité pacifiste, qui a impulsé sa force au mouvement. C'est la flambée de la violence qui en a fait un événement international. Et c'est parce que cette folle agitation alliait les dimensions « mouvement » et « violence » qu'elle a fait tant de bruit, suscité tant de débats et tant d'analyses.

l'État. En décembre, la « grande colère » – mieux, la grande frustration – est sortie de son silence. Elle a effectivement dominé le pays. Mais son invocation continuelle par les intellectuels – grecs et non grecs – sous-estime la dimension organisée d'une grande partie de la violence qu'ont vécue les villes grecques en décembre dernier.

La « grande colère » – mieux, la grande frustration – est sortie de son silence. Elle a effectivement dominé le pays. Mais son invocation continuelle par les intellectuels – grecs et non grecs – sous-estime la dimension organisée d'une grande partie de la violence qu'ont vécue les villes grecques en décembre dernier.

En résumé, les forces de la lutte contre l'État, les forces de l'« action directe » sont sorties renforcées des événements. L'archipel des groupuscules de toute obédience qui font l'ultra-gauche et l'anarchisme grec a avancé d'un pas dans son organisation, son influence, sa combativité. Certes, les agressions successives menées récemment, après décembre, contre n'importe quelle « cible » montrent que ces groupes, désireux de passer à un stade supérieur de leur lutte, enivrés de leurs réussites (dont celle de décembre est la plus importante), ont perdu le contact avec la réalité (et les pratiques démocratiques). Il reste que le romantisme (et, souvent, le nihilisme) anti-étatique ou révolutionnaire ou mouvementiste (ces termes exprimant des tendances différentes à l'intérieur du « bloc des extrêmes ») s'est transformé en force qui compte. Ces acteurs ont marqué des points. Ils constituent désormais une nouvelle donne dans la vie politique et leurs points de vue ont été consolidés. C'est un des phénomènes les plus marquants de cette période troublée.

L'affirmation fracassante d'une politique non institutionnelle

L'analyse qui a précédé a voulu montrer que le contexte national grec, et notamment le système politique grec, dénué de valeurs et inefficace, emmené par les « élites de la catastrophe », a joué un rôle important dans le déclenchement et la portée du mouvement. Cependant, certains aspects du mouvement ne s'expliquent pas par la « spécificité hellénique ». En 2006 et 2007, la fermeture, à Copenhague, de la « maison de la jeunesse », lieu de rencontres anticonventionnel des jeunes, a provoqué une tempête de réactions massives et de collisions d'une étendue sans précédent entre des milliers de jeunes (au premier rang desquels les anarchistes) et la police. En 2005, l'explosion de violence dans les banlieues de Paris a mené le pays au bord de l'« état d'urgence ». Ces confrontations, comme d'ailleurs les affrontements du mouvement altermondialiste avec la police, renvoient, malgré leurs immenses différences, à un phénomène commun – dans son essence : l'émergence progressive de formes d'organisation, d'expression publique et d'action qui dépassent le mode traditionnel d'exercice de la politique et ignorent le système politique institutionnel. Tous les cas ci-dessus se caractérisaient par l'ampleur des mobilisations, l'étendue de la violence, la surprise et l'étonnement de la société et des élites. Les événements d'Athènes ont dépassé ce que l'on a connu jusqu'à ce jour en Europe.

Le nouveau *dualisme*, qui vient de faire une apparition fracassante en Grèce, a déjà été perceptible en

La remise en question de l'autorité des partis, l'une des plus puissantes institutions de la modernité politique, a des conséquences importantes et non conjoncturelles sur les modes d'encadrement de la population, sur les formes d'action politique, sur le regain de la politique contestataire.

Europe. En plus, la remise en question de l'autorité des partis, l'une des plus puissantes institutions de la modernité politique, a des conséquences importantes et non conjoncturelles sur les modes d'encadrement de la population, sur les formes d'action politique, sur le regain de la politique contestataire¹⁷. On peut ainsi probablement resituer le soulèvement d'Athènes dans un courant plus large de soulèvements, petits ou moins petits, qu'ont vécus – ou seront amenées à vivre – les grandes villes européennes.

Un trait distinctif de ces nouveaux mouvements, qui se développent toujours dans un contexte national spécifique (comment pourrait-il en être autrement ?), c'est qu'ils ne se prêtent pas facilement à l'analyse sociologique et politologique classique. Ils étonnent politiquement et intellectuellement. Ils sont plus « modernes » que nos instruments d'analyse.

En Grèce comme en Europe, les partis classiques paraissent incapables de gérer ce potentiel de protestation « post-moderne » qui les dépasse – de façon culturelle, intellectuelle et organisationnelle. Les élites politiques l'ont systématiquement dévalorisé, voire complètement ignoré. La tendance à la dévalorisation est favorisée par le fait qu'une assez longue période d'accalmie intervient habituellement entre deux explosions. En même temps, ce potentiel n'est ni assez puissant, ni assez structuré et cohérent pour trouver sa propre expression politique, quelle qu'elle soit. Certes, une fois la vague retirée, les groupes de l'ultra-gauche,

qui persévèrent (après la fin des mobilisations), essaient d'imposer leur interprétation (anti-libérale et anticapitaliste) des événements, ainsi que leur leadership. C'est le jeu de la démocratie. Certes, aussi, le plus grand nombre des petites organisations extrémistes qui ont structuré – et structurent – ce potentiel vont disparaître, tôt ou tard, dans l'indifférence générale. Mais l'action violente, selon toute probabilité, non. L'action institutionnalisée et l'action non institutionnalisée semblent condamnées à coexister, sans pouvoir se rencontrer. Exactement comme deux droites parallèles qui ne se coupent pas.

Un trait distinctif de ces nouveaux mouvements, qui se développent toujours dans un contexte national spécifique (comment pourrait-il en être autrement ?), c'est qu'ils ne se prêtent pas facilement à l'analyse sociologique et politologique classique. Ils étonnent politiquement et intellectuellement. Ils sont plus « modernes » que nos instruments d'analyse. L'auteur de ces lignes ne connaît pas l'exacte nature du mouvement de décembre. Il sait pourtant l'évidence : c'était du « jamais vu », une force inouïe dans la rue, sans objectifs politiques et sans programme. « Une révolte sans risque », comme a écrit Nikos Marantzidis¹⁸ ? Oui, en partie. Une fausse révolte sans programme ? « La révolte gaspille », a écrit Adriano Sofri, elle est « aveugle et naïve ». De fait, la révolte athénienne était naïve, sans aucun objectif précis, sans stratégie de sortie. Il reste que les révoltes ne se programment pas. Et, en plus, elles n'ont pas de programme. Mais elles en disent beaucoup sur le programme des autres, de ceux qui en ont, ou qui prétendent en avoir.

- 1** : Gerassimos Moschonas a notamment publié *In the Name of Social Democracy, The Great Transformation : 1945 to the Present*, Verso, Londres, New York, 2002.
- 2** : Braud Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures et Conflits*, pp. 9-10, 2002.
- 3** : Pagoulatos George, *Greece's New Political Economy, State, Finance and Growth From postwar to EMU*, NY, Palgrave, 2003, p. 219.
- 4** : Moschonas Gerassimos et Papanagnou George, « Posséder une longueur d'avance sur la droite : Expliquer la durée gouvernementale du PSOE (1982-96) et du Pasok (1981-2004) », *Revue Pôle Sud*, n°27, 2007.
- 5** : Le pourcentage de l'imposition des Grecs continue d'être (comme par le passé) l'un des plus bas d'Europe des Quinze, alors que le pourcentage des dépenses par rapport au PIB approche la moyenne européenne. Ceci a remis pratiquement en cause – ne fût-ce qu'en partie – le caractère progressif de l'imposition, le système fiscal de revenus en Grèce étant l'un des plus progressifs en Europe (voir Moschonas et Papanagnou, op. cit.).
- 6** : Featherstone Kevin et Papadimitriou Dimitris, *The Limits of Europeanization : Structural Reform and Public Policy in Greece*, Palgrave Macmillan, 2008.
- 7** : Kouvelakis Stathis, « La Grèce en révolte », *Contretemps*, 2008, <http://contretemps.eu>
- 8** : Panagiotopoulos Panayis, « Souffrance et révolte des inclus : quelques clés pour comprendre la révolte de décembre 2008 », *European Forum for Urban Safety*, www.fesu.org
- 9** : Voir Panayis Panagiotopoulos. *op. cit.*
- 10** : Davis Mike, « Sur la révolte en Grèce » (interview), *Contretemps*, <http://contretemps.eu>
- 11** : Davis Mike, *Ibidem*.
- 12** : Voir Panayis Panagiotopoulos. *op. cit.*
- 13** : Braud Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures et Conflits*, pp. 9-10, 2002.
- 14** : Braud Philippe, *Ibidem*.
- 15** : Kalyvas Stathis, « Why Athens is burning » in *International Herald Tribune*, 11 décembre 2008.
- 16** : Coalition de la gauche radicale.
- 17** : Moschonas, Gerassimos, « Reformism in a "Conservative" System : The European Union and Social democratic Identity » in John Callaghan et al. (eds.), *In Search of Social Democracy: Responses to Crisis and Modernisation*, Manchester University Press, 2009 (à paraître).
- 18** : Marantzidis, Nikos, « La farce grecque: bilan d'une fausse révolte », in *Le Monde*, 28 avril 2009.
- 19** : Sofri Adriano, « Comme un air de révolte », in *Courrier International*, n° 984, pp. 23-29, avril 2009.